

naguère ne s'appliquent plus. Quand nous comprendrons cela, nous ne chercherons plus de solutions aussi simplistes que celle qui consiste à augmenter le déficit de deux autres milliards de dollars.

Tous les gouvernements ont à régler des problèmes d'une gravité inouïe. Nous sommes à l'heure actuelle mieux capables de comprendre la notion de pénurie. Les techniques keynesiennes qui étaient si commodes au cours des 35 ou 40 dernières années se révèlent maintenant vaines. Il nous faut chercher des solutions différentes si nous voulons résoudre, ne serait-ce que partiellement, les problèmes qui se posent.

**M. Otto Jelinek (High Park-Humber Valley):** Monsieur l'Orateur, cette fois encore je suis heureux de participer au débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône. Toutefois, j'ai le regret de constater après six ans de participation à ce genre de débat que les choses n'ont pas beaucoup changé. En fait, j'ai le sentiment d'avoir déjà entendu tout cela.

Lorsque jeune député j'ai entendu le discours du trône pour la première fois, j'ai été impressionné et enthousiasmé par la multitude des promesses qui étaient faites et par les belles paroles exaltant le succès et l'espoir du Canada et des Canadiens dans toutes les sphères d'activité. Malheureusement, la lueur d'espoir qui était en moi à ce moment là—quelle naïveté!—n'a pas tardé à s'éteindre. Mes espérances se sont écroulées car je me suis bientôt rendu compte que le gouvernement rabâchait dans le discours du trône des paroles creuses et faisait des promesses factices dont très peu—voire même aucune—se matérialiseraient.

Le discours du trône d'il y a six ans n'est pas un incident isolé. Il suffit de jeter un coup d'œil aux discours subséquents, aux nombreux budgets et aux nombreuses promesses électorales libérales—les mêmes qu'on nous sert encore aujourd'hui—pour conclure qu'à chaque fois le gouvernement n'a pas tenu ses promesses. Il continue à en faire et à les trahir et il est rendu au point où il trompe le public.

Bien entendu, il n'est pas nécessaire de remonter six ans en arrière pour trouver des exemples. Je suis persuadé que tous les députés et tous les Canadiens se souviennent que durant la campagne électorale de 1974, le premier ministre (M. Trudeau) criait à tue-tête que le contrôle des revenus et des prix ne serait jamais appliqué au Canada. Nous avons proposé à cette époque un blocage des prix durant 90 jours pour établir une politique économique positive et rationnelle. Nous savons tous ce qui est arrivé dès que le premier ministre a reçu son mandat. Il a imposé aux Canadiens une réglementation des salaires et des prix beaucoup plus rigoureuse que celle que proposait mon parti. Ce n'est qu'un seul exemple. Il y en a de nombreux autres, trop nombreux pour que je les cite maintenant, étant donné le peu de temps dont nous disposons. C'est à cause de cette attitude persistante que la situation s'est détériorée au Canada qui était naguère un pays vigoureux et unifié où prospérait la libre entreprise mais qui est devenu, je crois, un État socialiste divisé et éprouvé.

Pour parler un peu de moi, je dirai que j'étais un enfant lorsque je suis venu au Canada, c'est-à-dire en 1949. Je quittais alors un pays opprimé, dirigé par un gouvernement socialiste qui nous avait enlevé la liberté de parole, l'espoir, et qui avait étouffé les possibilités et la liberté d'entreprise. À l'instar de bien d'autres immigrants, je suis venu avec ma famille au Canada parce que c'était un pays jeune, dynamique,

en pleine croissance, un pays riche de promesses qui permettait tous les espoirs, ainsi que toutes sortes de libertés, notamment la liberté d'entreprise. Les dirigeants de ce pays de cocagne avaient su créer un climat de travail qui faisait l'envie des autres pays du monde. Les pouvoirs publics stimulaient les citoyens et les entreprises et ils les récompensaient en conséquence.

Les Canadiens étaient alors fiers de pouvoir dire qu'ils travaillaient fort et c'était un honneur pour les néo-Canadiens que de pouvoir venir se joindre aux travailleurs canadiens. Le pays se développait et prospérait dans l'unité. Nous avons toutefois connu un revirement de situation au cours des dix dernières années, sous la direction du premier ministre. Le gouvernement a remplacé la motivation par des aumônes et des cadeaux. La fierté a fait place aux frustrations. L'espoir et les possibilités ont cédé la place à la confusion et au désespoir.

Pourtant, il n'y a rien qui empêche notre pays de faire figure de proue dans le monde industrialisé. Comme nous le savons tous, le Canada est le pays le plus riche au monde pour ce qui est des richesses naturelles par habitant. Notre main-d'œuvre est parmi la meilleure. Notre savoir-faire technologique est le meilleur au monde. Pourtant, notre pays est en train de se disloquer. Notre productivité est à son niveau le plus bas depuis des années. Les taux de chômage et d'inflation sont beaucoup trop élevés et continuent d'augmenter. Je ne citerai pas de chiffres parce qu'ils sont connus. Notre monnaie a perdu la confiance des financiers internationaux et canadiens. Les Canadiens ont cessé d'investir au Canada parce que rien ne les y encourage. Même le gouvernement a perdu confiance en notre dollar. L'un de ses propres organismes, Loto Canada, a décidé, que ce soit par inadvertance ou non, de donner son prix de un million de dollars en or plutôt qu'en billets canadiens.

**M. Rodriguez:** Pourquoi pas en nickel?

**M. Jelinek:** Je me trouvais à New York il y a quelques semaines. Les financiers de cette ville se rient du gouvernement. Celui-ci est devenu la risée du monde entier parce qu'il a peur de donner des prix en dollars canadiens et est revenu à l'or. Hier encore, quand on a interrogé le ministre des Finances (M. Chrétien) à ce sujet, il a pris cela à la légère et a répondu en riant que le gouvernement aidait l'industrie minière canadienne.

Il ne fait absolument aucun doute dans mon esprit que nous sommes parvenus à un carrefour critique où le choix s'impose entre deux options: continuer dans la voie Trudeau vers la catastrophe sociale, politique et économique, ou faire volte-face et ramener cette nation à ses sources, soit celles d'une économie de marché mue par l'encouragement. Nous ne pouvons plus permettre au premier ministre de dire aux Canadiens que l'économie de marché n'a plus sa place au Canada. C'est exactement ce qu'il leur a dit il y a deux ans. Or, ce n'est pas du tout le cas, c'est plutôt que le gouvernement étouffe ce régime avec sa bureaucratie, ses contrôles, ses règlements, ses directives, et le reste. Il est certes évident que, sous le premier ministre actuel, la seule décision que le gouvernement ait prise a été celle de changer le pays.

Bien sûr, toute nation au cours de son histoire doit subir une évolution afin de rester dans la course avec un monde en mutation constante.